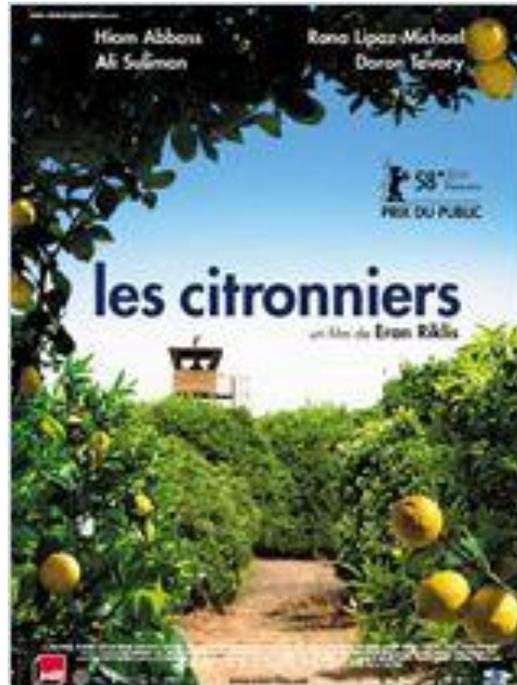


LES CITRONNIERS



Eran Riklis. 2007. Durée : 1 h 46.

Résumé du film

Salma vit dans un petit village palestinien de Cisjordanie situé sur la Ligne verte qui sépare Israël des territoires occupés. Sa plantation de citronniers est considérée comme une menace pour la sécurité de son nouveau voisin, le ministre israélien de la Défense. Il ordonne à Salma de raser les arbres sous prétexte que des terroristes pourraient s'y cacher. Salma est bien décidée à sauver coûte que coûte ses magnifiques citronniers. Quitte à aller devant la Cour Suprême afin d'y affronter les redoutables avocats de l'armée soutenus par le gouvernement.

Mais une veuve palestinienne n'est pas libre de ses actes surtout lorsqu'une simple affaire de voisinage devient un enjeu stratégique majeur. Salma va trouver une alliée inattendue en la personne de Mira l'épouse du ministre. Entre les deux femmes s'établit une complicité qui va bien au-delà du conflit israélo-palestinien.

Angle d'attaque: lutte des femmes, solidarité des femmes à travers les frontières

Remarque sur la démarche proposée : notre propos n'est bien évidemment pas de déboucher sur un débat stérile sur le conflit israëlo-palestinien, mais bien d'apporter de l'information sur ce conflit, et sur les différents courants politiques présents en Israël comme en Palestine, où tous les habitants ne partagent pas la même opinion.

AVANT D'ALLER VOIR LE FILM

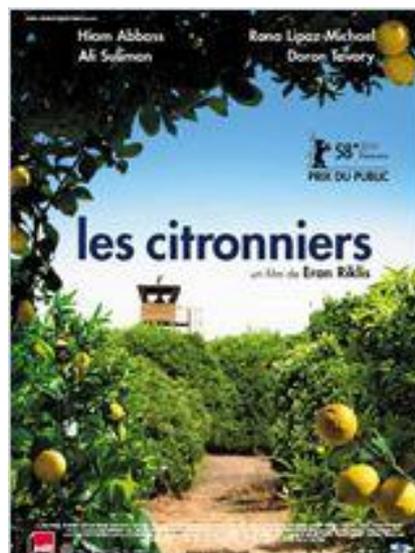
Plusieurs activités pour faciliter la compréhension du film, son histoire, son contexte sans déflorer le contenu du film ni l'histoire ...

Activité n° 1 : travail sur le contexte

Le formateur commence la préparation à la vision du film par un bref travail sur la situation en Cisjordanie et en Israël, en mettant en évidence que dans tout conflit, il y a différents courants de pensée et différents courants politiques en présence. Le film « les citronniers » en est la preuve puisque son réalisateur est israélien.

Pour faire de travail, on peut partir des cartes géographiques reprises au dossier et mettre les apprenants au travail sur le décryptage de ces cartes. On peut aussi faire un travail de découverte et d'appropriation à partir des différents partis politiques israéliens et palestiniens.

Activité n° 2 : Travail sur l'affiche



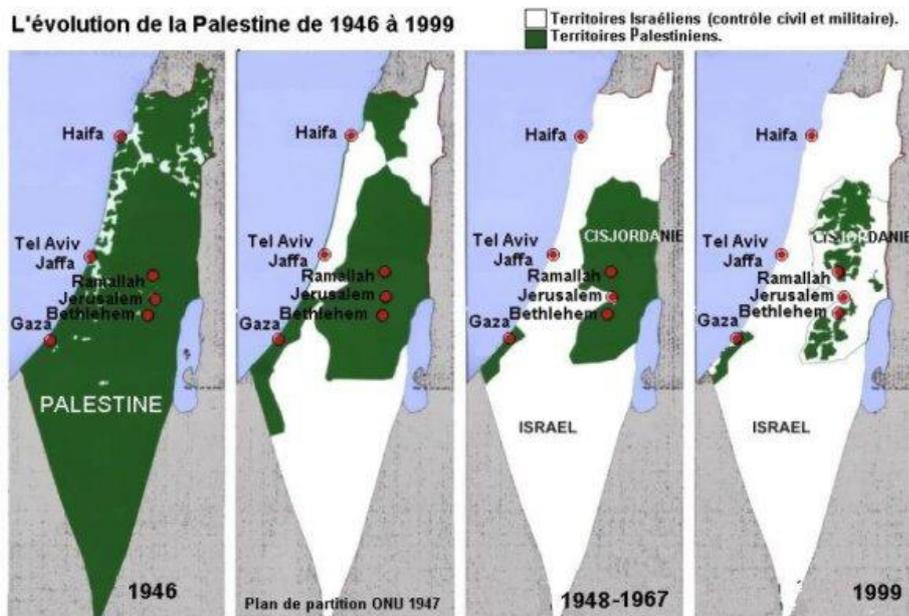
Le formateur invite les apprenants à situer où cette photo a été prise, à décrire la photo, à deviner de quoi le film va parler.

3. travail autour des cartes géographiques

Les apprenants observent les cartes, les décrivent. Le formateur invite les apprenants à nommer la région qui leur est présentée, à situer Israël, la Cisjordanie, etc ... sur cette carte.



Les apprenants observent et commentent l'évolution de la Palestine depuis sa création jusqu'à maintenant.



4. Vision de plusieurs séquences courtes du film :

1. On regarde dans sans la séquence où Selma est réveillée par des bruits, se lève et sort pour voir ce qui se passe.

Minutage (avec lecteur VLC) : 02.54 → 06.54

Le formateur invite les apprenants à émettre des hypothèses sur ce qui se passe et prend note sur une grande feuille.

2. On regarde la séquence où Mira regarde par la fenêtre avec son amie et regarde les citronniers.

Minutage : 16.05 → 16.19

Le formateur invite les apprenants à émettre des hypothèses sur où se déroule la scène et prend note sur une grande feuille.

3. On écoute la Séquence mais sans les images qui commence quand l'organisateur de la fête chez le Ministre s'aperçoit qu'il n'y a pas de citrons. On arrête quand le Ministre demande à ses hommes de lâcher Selma, de la laisser tranquille.

Minutage : 58.52 → 1.00.28

Le formateur demande aux apprenants d'émettre des hypothèses sur ce qu'ils ont entendu : qu'est-ce qui se passe selon vous ? Le formateur prend note.

4. On regarde et on écoute la séquence où Mira part de chez elle, pendant que le garde du corps dort, et va chez Selma. On arrête la vision quand le garde du corps demande à Mira de rentrer chez elle.

Minutage : 1.18.16 → 1.20.50

Le formateur demande aux apprenants de décrire ce qui vient de se passer et note les hypothèses.

5. On regarde sans son la scène où Mira et Selma se regardent, après le procès, devant les journalistes.

Minutage : 1.29.48 → 1.30.07

Le formateur demande aux apprenants d'imaginer ce qui se passe et ce que les deux femmes se disent. Il prend note.

ON VA VOIR LE FILM

APRES LA VISION DU FILM

On commence par reprendre les activités d'avant la vision, pour vérifier les hypothèses de départ reprises sur les grandes feuilles, et répondre aux questions après la vision du film.

Le formateur reprend les cartes géographiques et demande à nouveau aux apprenants de dire où se film se situe.

Le formateur reprend toutes les séquences visionnées avant la vision du film et les grandes feuilles où les hypothèses sont reprises et avec le groupe vérifie les hypothèses de départ.

On regarde la séquence où Mira quitte sa maison, monte dans sa voiture, enlève ses lunettes de soleil et démarre.

Minutage : 1.35.21 → 1.35.46

Les apprenants sont invités à imaginer une suite à cette séquence :

- Où va-t-elle ?
- Que va-t-elle faire ?

Pour les formateurs qui souhaitent aller plus loin avec leur groupe, on peut entamer tout un travail sur les luttes des femmes dans différents domaines, secteurs, pays, époques, ...

Bien sûr, pour faire un lien avec l'apprentissage de la langue : on peut écrire des mots, des phrases, sur les thèmes

Ex : territoires occupés, murs, citronniers, plantations, femmes, ministre, etc, etc ...

Les groupes plus avancés en lecture écriture peuvent être invités à rédiger un texte de référence retraçant l'histoire, etc ...

On peut même aller vers des ateliers d'écriture ...

POUR CEUX QUI SOUHAITENT APPROFONDIR LE FILM

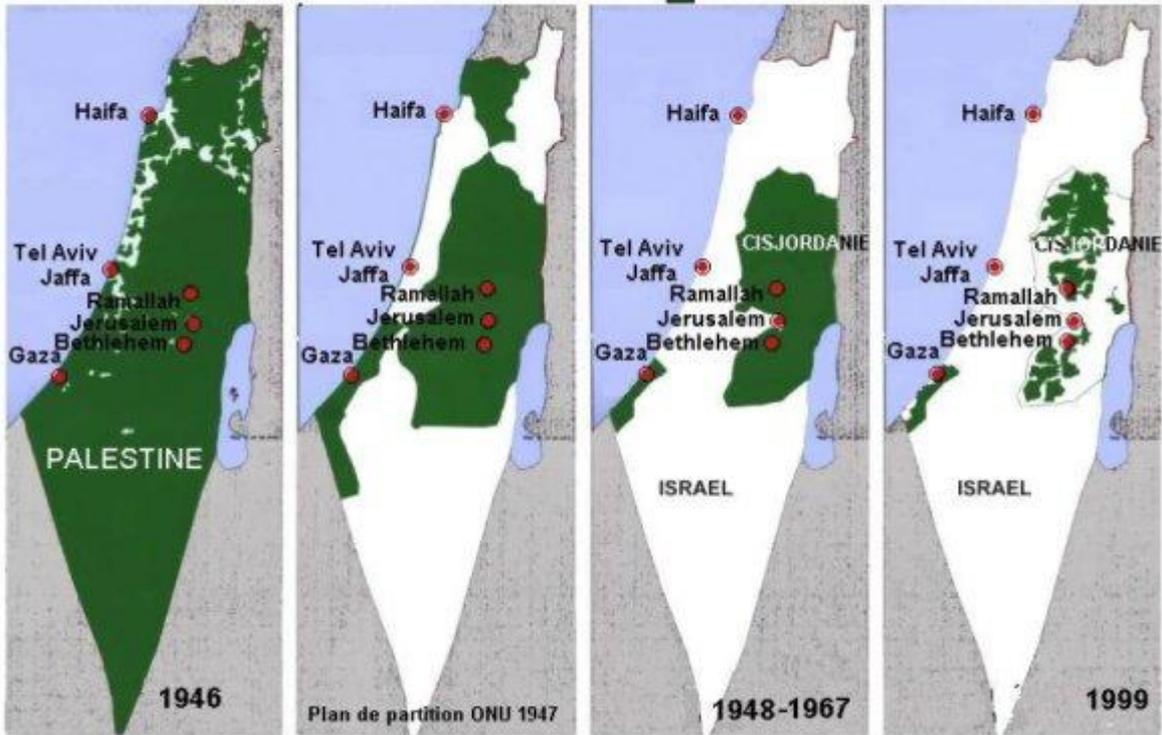
QUELQUES INFORMATIONS SUR LE CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE

... Pour situer Israël, la Cisjordanie et ses voisins, Un peu d'histoire et de géographie du Moyen-Orient



L'évolution de la Palestine de 1946 à 1999

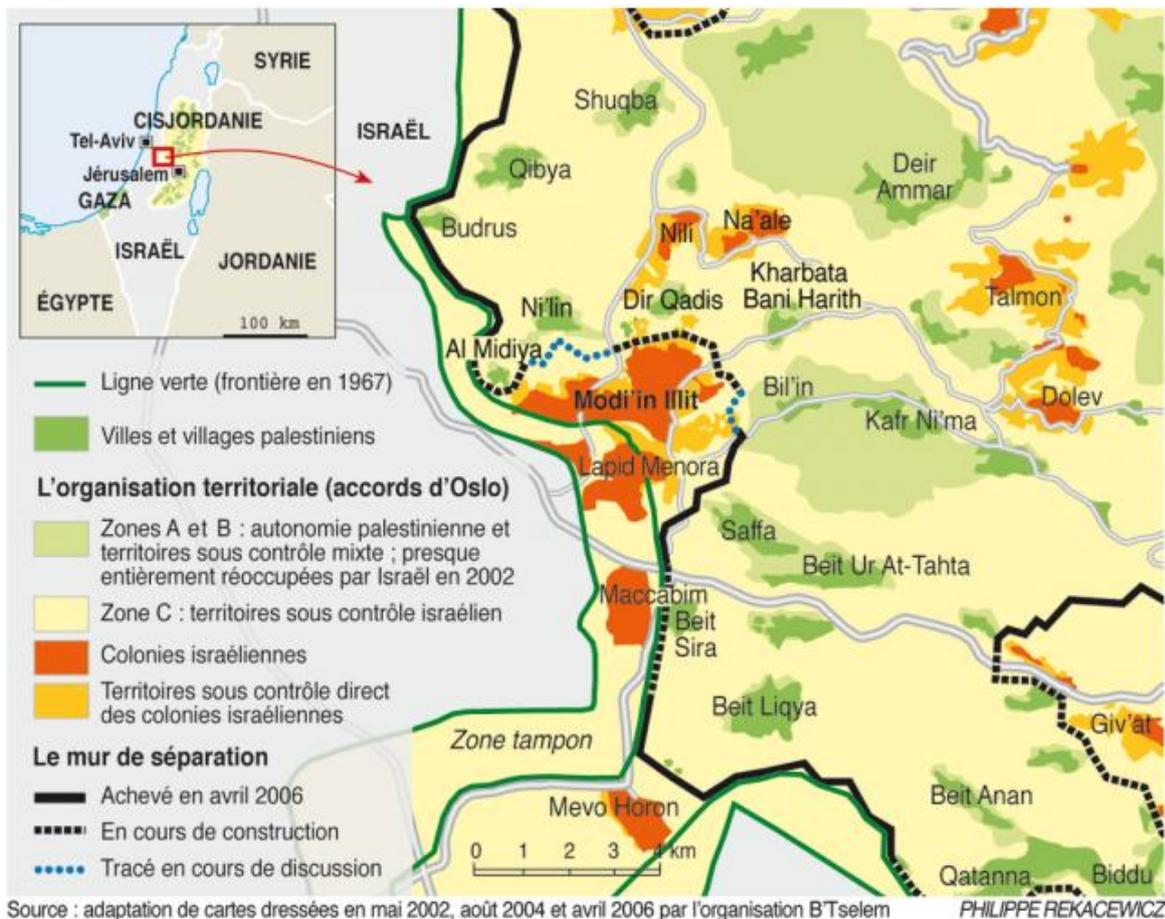
Territoires Israéliens (contrôle civil et militaire).
 Territoires Palestiniens.



CISJORDANIE ET GAZA



Un mur qui croque la Palestine Philippe Rekacewicz — août 2006



<http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/occupationcisjordanie2006>

Les partis politiques en Israël

Portrait des leaders des trois principaux en lice pour les législatives israéliennes: Ehud Olmert (Kadima), Benjamin Netanyahu (Likoud) et Amir Peretz (parti travailliste)

Tour d'horizon des formations de gauche et de droite, laïques et religieuses, qui structurent l'espace politique israélien

Les grandes formations

Likoud : parti de la droite libérale et conservatrice israélienne. Héritier du sionisme révisionniste de Zeev Jabotinsky, le parti est porté au pouvoir en 1977 par Menahem Begin. Dans les années 1990, le parti, réticent aux accords d'Oslo, entame un tournant vers le libéralisme économique, sous l'impulsion de son nouveau dirigeant, Benjamin Netanyahu. Le Likoud revient au pouvoir avec Ariel Sharon en 2001 mais connaît une grave scission à l'occasion du retrait de Gaza. Les partisans du retrait quittent la formation et suivent dans leur majorité Ariel Sharon dans son nouveau parti centriste : **Kadima**.

Parti travailliste : parti sioniste de gauche, réformiste et membre de l'Internationale socialiste. Fondé en 1930 par David Ben Gourion et Golda Meir, le parti travailliste dirige le Yichouv (la communauté juive de la Palestine)

mandataire) puis l'Etat d'Israël jusqu'en 1977. Depuis cette date, il passe successivement du pouvoir à l'opposition ou participe à des coalitions gouvernementales avec le Likoud. Son programme politique est de centre-gauche. Concernant le conflit israélo-palestinien, les travaillistes sont globalement favorables aux négociations avec les Palestiniens, au retrait des colonies et à l'édification de la barrière de sécurité entre Israël et la Cisjordanie.

Kadima : parti centriste créé par Ariel Sharon en 2005 à la suite de l'opposition au retrait de Gaza au sein du Likoud. Appelé initialement « Achrayut Leumit » (« Responsabilité nationale »), il est rebaptisé deux mois plus tard Kadima (« En avant »). Le leader travailliste Shimon Peres a quitté son parti pour le rejoindre.

La gauche

Yachad : parti sioniste laïque à la gauche des Travaillistes. Yachad, qui signifie « Ensemble » en hébreu, a été fondé en 2003. Incarnant le camp de la paix, ce parti soutient l'Initiative de Genève pour la paix et le principe « deux peuples, deux Etats ».

Les écologistes : deux partis, non représentés à la Knesset, sont écologistes. Ha-Yerukim (« les Verts ») et Ale Yarak (« feuille verte »).

La droite

Shinouï : parti sioniste, laïc et libéral. Signifiant « Changement », cette formation dirigée par Joseph « Tommy » Lapid se bat pour la séparation entre la religion et l'Etat, l'instauration du mariage civil et d'un service minimum de transport public, l'ouverture des commerces durant le Shabbat, l'arrêt des faveurs accordées aux étudiants des écoles religieuses...

Union nationale : alliance formée en 1999 par différents partis de droite aux identités distinctes. « Israel Beytenou » (Notre maison Israël) défend les intérêts de la communauté russophone, composée essentiellement de laïques. Son dirigeant, Avigdor Lieberman est devenu le leader de l'Union nationale en 2001 après l'assassinat par des Palestiniens de Rehavam Zeevi, alors ministre du Tourisme et dirigeant de Moledet (Patrie), un autre parti membre de l'Union nationale. Cette formation, extrémiste et opposée aux négociations de paix, est favorable au transfert des Palestiniens dans les pays arabes voisins. Troisième force au sein de l'Union nationale : Tkuma (Renaissance) qui représente une aile religieuse dure.

Les partis religieux

Le Shass : parti religieux créé en 1984, le Shass se veut une réponse aux discriminations qu'auraient vécues les religieux et les séfarades depuis la création d'Israël. Son leader spirituel est le rabbin Ovadia Yossef auquel les adeptes vouent un véritable culte. Son programme vise surtout à défendre les liens entre la religion et l'Etat et demande l'attribution d'importantes aides sociales aux étudiants religieux. Concernant les Palestiniens, le Shass est relativement fluctuant.

Agoudat Israel et Degel HaTorah : partis orthodoxes ashkénazes. Agoudat Israël

est né en 1912 à Katowice en Pologne. Malgré son hostilité au sionisme et à la création d'Israël, ce parti a participé à toutes les élections parlementaires. Ses membres séfarades font scission en 1984 pour créer le Shass et les ashkénazes non hassidim font de même en 1988 pour fonder Degel HaTorah. Dans les années 90, les deux partis ashkénazes présentent des listes communes sous le nom de « Judaïsme unifié de la Torah ». Cette alliance est rompue en 2005.

Parti National Religieux : appelé « Mafdal » en Israël, ce parti, créé en 1956, incarne le mouvement sioniste religieux qui s'oppose à la fois au sionisme laïque des Pères fondateurs et aux orthodoxes antisionistes. L'objectif de ce parti est la création d'un Etat religieux dans les frontières bibliques du « Grand Israël ». Son ancien leader, Effi Eitam, a quitté le parti en février 2005 dans le cadre du plan de retrait de Gaza et créé son propre parti : le Nouveau Sionisme National Religieux.

Les partis arabes

Balad : acronyme hébreu pour Ligue Démocratique Nationale, Balad représente la minorité arabe israélienne. Ce parti, qui s'oppose au concept d'Etat juif pour défendre l'idée d'un « Etat de tous ses citoyens », soutient la création de deux Etats dans les frontières de 1967. Il est accusé par la droite de soutenir le Hezbollah libanais et le régime syrien. La Cour suprême israélienne s'est opposée à son interdiction.

Hadash : formation d'extrême-gauche, considérée comme parti arabe en raison de l'origine ethnique de la majorité de ses membres. Hadash est une coalition du parti communiste israélien et d'autres groupuscules marxistes et se définit lui-même comme un parti antisioniste.

Liste arabe unie : fondée en 1996 par l'union du Parti démocratique arabe avec des éléments du Mouvement islamique et du Front d'unité nationale. Son chef, Abdulmalek Dehamshe, s'est réjoui publiquement du succès du Hamas aux législatives palestiniennes. Il se compose essentiellement de notables arabes et d'islamistes et jouit d'une relative popularité au sein de la communauté bédouine et dans les villes arabes les plus pauvres. Ce parti préconise la création de deux Etats avec Jérusalem comme capitale de la Palestine.

Source : <http://www.20minutes.fr/article/6711/-Les-partis-politiques-en-Israel.php>

Partis politiques en Palestine

Le Fatah : Fondé par Yasser Arafat au Koweït en 1957, le Fatah (acronyme inversé de Harakat al-Tahrir al-Watani al-Filastiniyya, "le mouvement de libération nationale palestinien") attendra 1967 pour rejoindre l'OLP, que l'ancien président palestinien dirigera à partir de 1969. Omniprésent dans la vie politique palestinienne depuis les Accords d'Oslo en 1993, le Fatah est devenu la colonne vertébrale de l'Autorité nationale palestinienne (ANP). Il dominait le Conseil législatif palestinien jusqu'aux élections législatives de janvier 2006 et dominait la plupart des conseils municipaux des Territoires occupés, jusqu'aux dernières élections de 2004 et 2005.

Le Fatah est d'orientation centriste et se revendique comme un mouvement nationaliste. Son président actuel, Mahmoud Abbas, avait remporté les élections présidentielles du 9 janvier 2005 avec 62,3% des voix. La récente émergence du Hamas sur la scène politique palestinienne est un défi supplémentaire pour le Fatah.

2. Le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) : débute son action en 1967, à l'issue de la guerre dite des Six-Jours. Emanant du Mouvement nationaliste arabe, il adopte l'idéologie marxiste-léniniste dans les années 70. Hostile aux Accords d'Oslo en 1993, il se résout néanmoins à accepter le processus de paix. Georges Habbache, le fondateur du parti, en abandonne la direction en 1999. Son successeur, Abou Ali Moustapha sera assassiné un an plus tard par l'armée israélienne. Le FPLP s'installe peu après à Ramallah, après 29 ans d'exil en Syrie. Ancien second parti palestinien, influent dans les camps de réfugiés, le FPLP a dû laisser sa place au Hamas après les élections municipales de mai 2005.

3. Le Front Démocratique de Libération de la Palestine (FDLP) : Formation de l'opposition de gauche, est né en 1969 d'une scission du FPLP. Il s'est distingué de ce dernier en engageant le dialogue, dans les années 70, avec le mouvement d'extrême-gauche israélien, Matzpen. Il s'éloignera du Fatah en 1977.

Tout en maintenant ses critiques envers Arafat, le FDLP a toujours soutenu l'unité de l'OLP et a été au premier plan dans l'élaboration de l'objectif de former un État démocratique sur l'ensemble de la Palestine, pour les Juifs et les Arabes, reconnaissant le rôle que pouvaient jouer les Juifs dans la création de cet État. Réputé comme indépendant de l'Autorité nationale palestinienne et des régimes arabes, il milite pour l'application de la résolution 194 et pour le droit au retour des réfugiés de 1948.

4. Le FIDA, aussi nommé Union démocratique palestinienne, a été créé par Yasser Abed Rabbo en 1990-91, suite à une scission au sein du FDLP. Mouvement strictement politique et réformiste, le FIDA voulait sortir le FDLP de son implication dans la politique jordanienne et adopter une position plus modérée face aux négociations avec Israël. Principalement constitué de résidents de la Cisjordanie, le FIDA a obtenu un siège au Comité exécutif de l'OLP et a également obtenu un siège au Conseil législatif élu en 1996, dans le district de Ramallah.

5. L'Initiative Nationale Palestinienne (INP) : Ce mouvement a été fondé par plusieurs personnalités palestiniennes (Haidar Abdel Shafi, Moustafa Barghouti, Ibrahim Dakkak, Edward Saïd) en 2002. Il est souvent présenté comme une émanation de la société civile palestinienne. Plusieurs de ses fondateurs sont en effet issus de l'expérience des ONG palestiniennes.

Son programme politique se veut une alternative démocratique « à une autorité nationale palestinienne inefficace et au fondamentalisme islamiste ».

L'Initiative Nationale Palestinienne a participé pour la première fois aux élections municipales de 2004-2005 à l'issue desquelles elle a emporté deux mairies, à Beit Lid et Anabta, près de Tulkarem. Avec 22% des voix, son candidat

Mustapha Barghouti était arrivé en seconde position des élections présidentielles de décembre 2004, derrière Mahmoud Abbas.

6. Le Parti du peuple palestinien (PPP) : est en quelque sorte le plus vieux parti politique palestinien tirant ses origines du Parti communiste de Palestine (PCP), fondé en 1919 et aussi celui qui a connu le plus de transformations.

Le PCP s'est joint à l'OLP en 1987, obtenant un siège au Comité exécutif, occupé par Sulayman al-Najjab. L'Intifada a été l'occasion pour le PCP de se recomposer une importante base populaire. Avec le déclin du communisme en Europe de l'Est, le PCP s'est de nouveau rebaptisé, devenant le Parti du peuple palestinien en 1991, Bashir Barghouti demeurant son secrétaire général, jouant un rôle clé dans les négociations d'Oslo. Le parti soutient le processus d'Oslo, mais exige la reconstruction de l'OLP ainsi qu'un dialogue avec les factions anti-Oslo.

7. Le Jihad islamique : Fathi Shikaki fonde le Jihad islamique en 1980 dans la ville de Rafah, à Gaza. Influencé par la Révolution iranienne de 1979, il a élaboré un nouveau programme idéologique en réponse à ce qu'il percevait comme une trop grande modération chez les Frères musulmans et une négligence par les islamistes égyptiens de la priorité qui devait être donnée à la question palestinienne. Estimant que l'unité du monde islamique n'était pas une condition à la libération de la Palestine, il voyait plutôt la libération de la Palestine par les mouvements islamiques comme étant la clé de l'unification du monde musulman. Ce mouvement ne connaît pas la même implantation que le Hamas, en raison de sa radicalité et de la faible importance de son réseau de militants.

Contrairement au Hamas, le Jihad participe aux réunions du Conseil central de l'OLP.

Organisation de Libération de la Palestine (OLP) : a été créée lors du premier sommet des chefs d'État arabes au Caire en janvier 1964. Initialement sous tutelle arabe, en particulier celle de l'Égypte de Nasser. Son premier président est Ahmad Shoukeyri qui avait été adjoint au Secrétaire général de la Ligue arabe entre 1949 et 1956. Quelques mois après sa création, l'OLP réunit à Jérusalem son parlement en exil, le Conseil national palestinien (CNP) qui adopte la Charte nationale palestinienne le 2 juin.

Le mouvement Hamas (acronyme pour Mouvement de la résistance islamique, signifie Zèle en arabe) a été créé en 1987 par le Cheikh Ahmad Yassine. Il trouve ses origines dans le mouvement des Frères musulmans en Égypte avec lequel il garde des liens étroits. Son principal objectif, tel qu'il ressort de sa Charte, adoptée en 1988, est d'agir pour la libération de la Palestine. Rejoignant ainsi les mouvements nationalistes de libération, il ne s'oppose alors à l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) que sur le caractère laïc de la Palestine souhaité par cette dernière.

Le renforcement du Hamas et son enracinement à Gaza et en Cisjordanie a pu se faire en grande partie grâce au soutien des gouvernements israéliens qui misaient, depuis le début des années 80, sur la carte islamiste pour affaiblir la

prégnance sur la société palestinienne de l'OLP et du Fatah de Yasser Arafat. Mais, dépassé par leur zèle, Israël renforce la répression contre les militants du Hamas, tout en laissant les pays du Golfe et la Syrie financer le mouvement. Benyamin Netanyahu laissera également revenir dans la bande de Gaza le chef spirituel du Hamas, Ahmad Yassine, alors que ses négociations avec la Jordanie ne lui imposaient que sa libération.

L'influence du Hamas auprès de la population s'est développée de façon rapide grâce notamment à ses institutions sociales mises en place dans les Territoires palestiniens. C'est par cette voie que le Hamas a pu élargir son assise politique. Sa branche politique devient progressivement un contre-pouvoir puissant face à l'Autorité palestinienne qui se manifeste à travers le rejet des Accords d'Oslo signés avec Israël en 1993, la critique de la gestion de l'Autorité palestinienne et à partir de 1994, les attentats perpétrés en territoire israélien par sa branche militaire, Hamas-Izz al-Din al Qassem. De nombreuses négociations avec l'Autorité palestinienne auront lieu afin de parvenir à l'arrêt des attentats en Israël. Mais les attentats revendiqués par le Hamas et d'autres factions armées palestiniennes vont se multiplier en Israël à nouveau après l'éclatement de la seconde Intifada (Intifada Al-Aqsa), en 2000.

Source : <http://www.association-belgo-palestinienne.be/infos/analyses/les-partis-politiques-palestiniens/>

Le conflit israélo-palestinien

Le terme « conflit israélo-palestinien » désigne le conflit qui oppose, au Proche-Orient les Palestiniens à Israël. Il a débuté officiellement le 14 mai 1948, jour de la création de l'État d'Israël. En réalité, il s'inscrit dans le prolongement d'un conflit plus ancien qui, dès les années 20, opposa Juifs et Arabes de la région de Palestine. Ce conflit, non résolu à ce jour, possède une dominante nationaliste, mais il comporte également une dimension religieuse, les Israéliens étant en majorité juifs et les Palestiniens en majorité musulmans.

En 1917, suite à la défaite de l'Empire ottoman lors de la Première Guerre mondiale, les Britanniques occupent la Palestine. Lord Balfour, secrétaire d'État au Foreign Office, publie, le 2 novembre 1917, une déclaration dans laquelle il apporte son soutien à « l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif ». En avril 1920, la conférence de San Remo décide de placer la Palestine et la Transjordanie sous le mandat de la Grande-Bretagne ; la décision est entérinée par la Société des Nations en 1922. Cependant, l'accroissement rapide de l'immigration juive dans la région fait naître l'inquiétude du peuple palestinien. Dès 1920, les premiers heurts sanglants éclatent.

En 1947, le mandat britannique étant arrivé à expiration, le dossier du conflit est transmis à l'Organisation des Nations Unies (ONU). Cette dernière adopte, le 29 novembre 1947, un plan de partage de la Palestine qui prévoit la création de deux États, un arabe et un juif, devant former une unité économique, tandis que le secteur de Jérusalem resterait sous protection de l'ONU. Contesté par la communauté arabe internationale, ce partage a provoqué l'entrée en guerre, en mai 1948, de sept États contre Israël, propageant le conflit à l'ensemble du monde arabe. Dans les décennies suivantes, d'autres conflits verront le jour : Guerre de Suez (1956), Guerre des Six Jours (1967), Guerre du Kippour (1973), première guerre du Liban (1982), première Intifada (1987-1992), seconde guerre du Liban (2006).

Ces guerres successives ont causé de nombreuses victimes (100 000 morts) et un déplacement massif de populations. La région a ainsi vu l'exode de 700 000 Palestiniens pendant la guerre de 1948 et l'arrivée de 800 000 Juifs en Israël entre 1948 et 1952. En 1967, la Guerre des Six Jours provoqua un nouvel exode de 300 000 Palestiniens et l'arrivée en Israël de près de 600 000 Juifs.

source :

http://www.cnc.fr/CNC_GALLERY_CONTENT/DOCUMENTS/ecole_college_lyceens/dossiers/college/20101223/Citronniers.pdf

Pour en savoir plus

- <http://www.ina.fr/histoire-et-conflits/proche-et-moyen-orient/video/I08091303/historique-de-la-cisjordanie-depuis-1947.fr.html>
- http://www.cnc.fr/CNC_GALLERY_CONTENT/DOCUMENTS/ecole_college_lyceens/dossiers/college/20101223/Citronniers.pdf
- Dossier pédagogique : <http://www.ina.fr/histoire-et-conflits/proche-et-moyen-orient/video/I08091303/historique-de-la-cisjordanie-depuis-1947.fr.html>

En avril 2002, suite à une vague d'attentats qui a fait près d'un millier de victimes, le gouvernement d'Ariel Sharon a décidé la construction d'un mur continu le long de la Ligne verte, ligne d'armistice de 1949 et « frontière » établie en juin 1967, après la Guerre des Six Jours. Après plusieurs modifications du tracé initial, seuls 20% du mur passent désormais sur le tracé de la Ligne verte. Dans *Les Citronniers*, la propriété de Salma fait partie de cette zone proche de la Ligne verte, en territoire occupé par les Israéliens et sous administration israélienne. Depuis l'échec de la tentative de créer deux États en 1947, le Conseil de Sécurité de l'ONU a émis près d'une centaine de résolutions, afin de tenter de résoudre le conflit. Plusieurs négociations et conférences de paix ont également eu lieu : accords de Camp David (17 sept. 1978), traité de paix à Washington (1979), Conférence de Madrid (1991), Accords d'Oslo (1993 et 1995), etc. Le 2 septembre 2010, le président américain Barak Obama a tenté de renouer un dialogue direct entre Israël et la Palestine.

Aujourd'hui, les principaux points litigieux qui demeurent sont : une reconnaissance mutuelle des deux peuples, la création d'un État palestinien, les problèmes posés par la contiguïté de leurs territoires et le tracé des frontières (les colonies israéliennes réparties en territoires occupés), le statut de Jérusalem et le contrôle des lieux saints, l'accès aux ressources naturelles (un tiers de l'eau potable d'Israël provient de nappes phréatiques situées en Cisjordanie) et enfin le devenir des réfugiés palestiniens (quatre millions de citoyens dispersés dans le monde)...



Barrage sur la route de Jérusalem (*Les Citronniers*).

En Israël , il y a aussi des opposants à cette politique ; preuve en est ce film qui est réalisé par un auteur Israélien.

<http://www.tsr.ch/video/info/journal-12h45/759924-israel-les-opposants-a-la-guerre-peinent-a-se-faire-entendre.html#id=759924>

<http://www.youtube.com/watch?v=CUTLIPsv0Js>

GALERIE PHOTOS

